

À l'horizon 2018

L'université de Lille

Laurent Brassart

Janvier 2018 devrait être le théâtre d'un tremblement de terre dans le paysage éducatif de la nouvelle région Nord-Pas-de-Calais/Picardie: l'université de Lille sera officiellement constituée.

La secousse tellurique est évidente: devrait surgir une grande université française et internationale de plus de 64 000 étudiants, 3500 enseignants-chercheurs et 2700 personnels non-enseignants dans une région jusqu'alors caractérisée par son morcellement universitaire¹. Car, rappelons qu'à ce jour la région Nord-Pas-de-Calais est quadrillée par sept universités, une privée – l'Université catholique de Lille – et six publiques: les trois lilloises, l'université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis depuis 1970 (Valenciennes-Cambrai) et les deux universités créées en 1991 avec le plan national « Université 2000 », celle du Littoral Côte d'Opale (Dunkerque, Calais, Boulogne) et celle d'Artois (Arras, Douai).

Pour autant, la création de l'université de Lille ne fera l'effet que d'un tremblement de terre annoncé – et donc prévisible. Longtemps arlésienne dans le microcosme politique et universitaire lillois, le projet de fusion des universités de la métropole nordiste a cependant connu une impulsion fondamentale en 2014 avec le vote par chacun des conseils d'administration des trois universités de Lille 1 (sciences et technologies), Lille 2 (droit et santé) et Lille 3 (lettres, arts et sciences humaines) d'une convention d'association organisant un processus de fusion. Après des années de tergiversations et d'oppositions diverses et évolutives, la dynamique fusionnelle était bel et bien enclenchée. Mais pour construire quelle université de Lille? Selon quel modèle et quelles modalités? Enfin dans quel but?

La difficile genèse d'un projet ambitieux

Le projet de fusion n'est pas nouveau. Il fait même figure de serpent de mer dans l'océan universitaire national et lillois de la dernière décennie. Mais, à chaque fois, les négociations ont achoppé au gré des résultats des différentes élections universitaires. Quelques tendances s'affirmaient: certains personnels des universités les plus riches financièrement – en particulier Lille 1 (sciences et technologies) qui dépose plusieurs brevets annuels ou Lille 2 (droit et santé) – craignaient de perdre une partie de leur dynamisme en s'unissant à Lille 3, l'université des lettres, arts et sciences humaines, bien moins dotée. À l'inverse, des réticences s'exprimaient aussi au sein d'une partie de la communauté universitaire de Lille 3: n'y aurait-il pas réduction à la portion congrue des disciplines littéraires et artistiques dans une grande université lilloise au sein de laquelle les disciplines scientifiques domineraient?

Une initiative de l'État servit d'aiguillon pour sortir le projet de l'impasse. En 2009, le gouvernement Fillon, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, lance un grand programme d'investissements d'avenir (plus communément connus sous le vocable de « PIA » – plans d'investissements d'avenir) d'un montant de 35 milliards d'euros destinés à moderniser les infrastructures économiques de la France. L'élection de François Hollande en mai 2012 ne modifie en rien ce programme, le gouvernement de Jean-Marc Ayrault le renforce même en lui ajoutant 12 milliards d'euros supplémentaires. Au sein et au titre du PIA est créé en janvier 2010 le dispositif des « IDEX » (Initiatives d'excellence) doté de 7,7 milliards d'euros destinés à faire émerger, parmi les 76 établissements universitaires français, une quinzaine de pôles pluridisciplinaires d'enseignement supérieur et de recherche de rayonnement mondial.

En effet, avec la mondialisation, un marché de l'enseignement supérieur et de la recherche, dans lequel les universités et les grandes écoles sont plus ou moins mises en concurrence, s'affirme, avec pour corollaire l'imposition d'une évaluation des universités et des chercheurs – ou *ranking*. Le plus connu – quoique pas le seul – et tout aussi controversé de ces classements reste celui établi annuellement depuis 2003 par l'université Jia Tong de Shanghai. Or, en 2010, ce classement de Shanghai ne faisait figurer la France qu'au 6^e rang des puissances universitaires. Surtout, plus inquiétant encore, seulement 3 établissements universitaires français relevaient des 100 meilleurs mondiaux². Quant aux 7 universités du Nord-Pas-de-Calais, aucune n'apparaissait au classement.

L'objectif des IDEX consista alors à faire émerger rapidement une quinzaine de pôles universitaires français parmi les meilleurs mondiaux, en les dotant de moyens financiers extraordinaires en contrepartie d'un projet de formation et de recherche transdisciplinaire ambitieux. La logique des IDEX encourageait par conséquent les regroupements et fusions d'établissements universitaires et de recherche. La traditionnelle politique d'égalité territoriale entre établissements universitaires nationaux, qui recevaient une dotation de l'État calculée en fonction de leurs effectifs d'étudiants, était désormais rompue. Une mise en concurrence des établissements universitaires fut même organisée par l'appel à projet au titre du premier IDEX en janvier 2011: 17 universités en phase de regroupement concoururent. Au final 8 furent lauréates en janvier 2012. Aucune d'entre elles ne relevait de la région Nord-Pas-de-Calais. À l'origine de l'échec lillois, on retrouvait l'incapacité des trois universités à s'entendre sur l'élaboration d'un ambitieux projet commun. Parmi les lauréats nationaux figuraient en revanche bon nombre d'universités en cours de fusion ou de réunification – ou l'ayant déjà accomplie – comme à Aix-Marseille, Toulouse et Strasbourg.

Il faut croire que les enseignements de cet échec ont été retenus du côté des trois universités lilloises puisque les élections respectives dans les trois universités au printemps 2012 portèrent au pouvoir des exécutifs animés du projet

de réussir la création de l'université de Lille afin, notamment, de décrocher un IDEX et sa considérable manne financière.

Effectivement, entretemps, le gouvernement Ayrault avait lancé un second concours en 2013 – le PIA 2 – pour faire émerger 7 nouveaux IDEX dans le paysage universitaire français. Le premier échec, tributaire de la désunion des universités lilloises, n'était donc pas définitif et encore moins rédhibitoire. Au contraire, il fut un catalyseur au projet de réunification de l'Université de Lille.

Quelle université de Lille construire?

L'université de Lille pourrait apparaître comme une création. Pourtant, elle eut une devancière de 1896 à 1968. Pour mémoire, rappelons que la première université fondée dans la région actuelle du Nord-Pas-de-Calais fut celle de Douai en 1562 – alors dans les Pays-Bas espagnols. Sa fermeture par le décret du 15 septembre 1793 de la Convention nationale sonna le glas du monopole de Douai sur la vie universitaire septentrionale – et même tout bonnement de l'institution universitaire dans le Nord. Effectivement, il faut attendre le Second Empire pour qu'à partir de 1854 Napoléon III rétablisse une université en France septentrionale sous la forme d'un dualisme: à Douai, la faculté des lettres et de droit, à Lille l'industrielle, la faculté des sciences et de la médecine. Ce dualisme prend fin en octobre 1887, lorsque le gouvernement républicain, pour contrer l'inauguration de l'Université catholique de Lille, décide le transfert des facultés de lettres et droit publiques de Douai à Lille³. Le 10 juillet 1896 est instituée l'Université de Lille. Cette nouvelle université connaît un rapide et continu essor jusqu'à atteindre 17 000 étudiants en 1967! Mais au lendemain de la révolte étudiante de mai 1968 est promulguée la loi du 12 novembre 1968 sur les universités françaises. L'éclatement des grandes universités était scellé: sont alors créées les trois universités lilloises actuelles.

L'université de Lille qui doit voir le jour en 2018 ne serait-elle donc que la simple renaissance de sa devancière? Tel n'est le projet ni de ses concepteurs, les présidents actuels des trois universités que sont Xavier Vandendriessche (Lille 1), Philippe Rollet (Lille 2) et Fabienne Blaise (Lille 3), ni des conseils d'administration de leurs établissements.

Si le principe de l'université de Lille n'est plus guère combattu, deux modèles de structuration s'opposent toutefois. Le premier serait celui d'une simple confédération des trois établissements, défendu notamment par certaines organisations syndicales dont la CGT n'est pas la moindre: chacun des trois établissements universitaires conserverait son propre exécutif et ses propres spécificités mais une superstructure représentative définirait les grandes orientations politiques et économiques. À ce modèle confédéral s'oppose celui de la fusion des trois établissements actuels en un seul, solution qui a convaincu la majorité des membres des conseils d'administration des trois universités au 1^{er} semestre 2014 lorsqu'ils ont voté une convention d'association pour préparer

la fusion. Certes, d'une part la convention stipule toutefois que les universités peuvent quitter le projet avec un préavis de quelques mois seulement, mais de l'autre elle instaure une logique de coopération entre les trois établissements en vue d'unifier leurs compétences dans une démarche de projets associant personnels et étudiants⁴. Surtout cette convention d'association de 2014 organise le processus de fusion, en instituant des instances de gouvernance et une organisation du travail définies comme suit:

- *un bureau* composé des trois présidents. Il assure le pilotage politique du projet de fusion, rend les arbitrages stratégiques et prépare les projets de recommandation proposés — après avis du comité stratégique — aux conseils d'administration des trois universités.
- *le comité opérationnel*, composé des trois premiers vice-présidents et des trois directeurs généraux des services, est responsable de la mise en œuvre des orientations arrêtées par le bureau, d'une part, et de la synthèse des travaux des groupes de réflexion techniques et politiques qu'il soumet ensuite au bureau, de l'autre.
- à la base de l'édifice institutionnel: *Les groupes de réflexion ou de travail* se divisent en groupes politiques et groupes techniques. Les 15 groupes politiques dirigés par les vice-présidents des universités et composés des directeurs des services concernés, des personnels enseignants, techniques et administratifs ainsi que des étudiants élaborent les orientations des futures politiques de l'université de Lille et leurs instruments de mise en œuvre dans des domaines aussi différents que ceux de la politique culturelle, documentaire, de recherche, de formation, des relations internationales, etc... De leur côté, les groupes techniques, au nombre de 22, composés uniquement des responsables des services, des personnels et des usagers, accomplissent un travail similaire ne concernant que les services universitaires (action sociale, scolarité, finances et comptabilité, etc.).

Au sommet de l'édifice se trouvent le comité stratégique et les conseils d'administration des trois universités:

- *le comité stratégique*, composé de 30 membres élus dans les conseils des universités, des trois directeurs généraux des services, de plusieurs vice-présidents, de 6 personnalités extérieures (dont des représentants de Lille Métropole européenne, du Conseil régional), des 8 directeurs des grandes écoles associées et des 3 représentants des organismes de recherche que sont le CNRS, l'INRIA et l'INSERM, se veut une instance de débat et de conseil⁵. Il se réunit une fois par trimestre pour accompagner et conseiller les universités dans leur démarche de fusion. Il formule vœux et recommandations.
- Les conseils d'administration des trois universités. Composés chacun de 29 membres représentant la communauté universitaire dans sa diversité

de statuts, ils déterminent la politique de leur établissement. À ce titre, ils votent les projets élaborés par le bureau de l'université de Lille⁶.

Comme on peut le constater, cet édifice entend associer étroitement autour de l'élaboration de différents projets toute la communauté universitaire à la construction participative de l'Université de Lille. Il n'en demeure pas moins provisoire, puisqu'en janvier 2018 l'université de Lille sera régie par les statuts traditionnels d'une université, à savoir un président élu par le conseil d'administration, un conseil d'administration avec des élus des personnels enseignants et non-enseignants, des étudiants et des personnalités extérieures) et différents conseils universitaires. En somme le décalque à une seule unité – l'université de Lille – de ce qui existe aujourd'hui dans chacune des trois universités.

Cette configuration à venir n'est pas sans susciter des craintes au sein des personnels. Plusieurs interrogations subsistent. Le projet de fusion n'est-il pas qu'un prétexte pour restructurer les services et réaliser des économies d'échelle au détriment des personnels et de la qualité des services? Les différentes composantes disciplinaires pourront-elles être toutes représentées dans un seul conseil, comme elles le sont aujourd'hui dans les conseils de leur université? Le risque d'un éloignement entre la base – le niveau des étudiants et des enseignants – et une direction unique n'est-il pas accru avec la fusion? Quant aux personnels techniques et administratifs seront-ils contraints d'effectuer d'incessantes mobilités d'un site de l'université à un autre au détriment de leurs conditions de travail?

Sur toutes ces interrogations, le comité stratégique a déjà émis quelques propositions et le bureau a fait connaître une présentation des « principes fondateurs et des engagements » au mois d'octobre 2015⁷. Si la réunion de certains services centraux au siège n'est pas remise en question, le risque d'une déconnexion du terrain n'est pas sous-estimée. Par conséquent, des services seront implantés dans les différents sites ou dans les composantes (c'est-à-dire les unités d'enseignement disciplinaire comme les facultés ou les unités de formation) selon un principe de déconcentration; enfin la volonté d'implanter un service central sur un site avec une compétence globale vise à éviter toute hypertrophie du siège et à promouvoir le principe de délocalisation. Quant aux mobilités des personnels, le bureau souhaite tenir l'objectif qu'aucune ne soit contrainte.

Il est réaffirmé que l'université reposera sur deux piliers: les composantes et les unités de recherche (c'est-à-dire les laboratoires), afin d'établir de solides liens entre enseignement et recherche. Le respect du principe de proximité pour les étudiants sera primordial. Enfin, à l'accusation formulée que la fusion des trois universités cache pour l'essentiel un plan d'économies budgétaires, il est facile de rétorquer qu'un des aiguillons majeurs de ce projet est bien l'obtention d'un IDEX et des millions d'euros qui l'accompagnent!

Sur beaucoup de sujets délicats, comme ceux de la restructuration des services (passer de trois services à un seul commun) ou de la reconfiguration des

composantes – actuellement au nombre élevé de 32 –, la réflexion se poursuit, notamment par l'intermédiaire des groupes politiques et techniques de travail.

L'université de Lille: quelles réalisations concrètes aujourd'hui?

Depuis la convention d'association de 2014, les avancées concrètes se multiplient dans des domaines très différents les uns des autres, et cela d'autant plus facilement que les institutions provisoires fonctionnent.

Une identité graphique commune a été forgée depuis septembre 2014, avec un logo et une dominante chromatique. Les trois universités ont aussi abandonné en 2015 leur dénomination de Lille 1, Lille 2 et Lille 3 pour respectivement adopter celle de université de Lille – sciences et technologies, université de Lille – droit et santé, université de Lille – SHS (sciences humaines et sociales).

Un doctorat « université de Lille » et une signature scientifique unique sont aussi entrés en vigueur.

Au-delà de la communication et des efforts pour développer une culture universitaire commune aux personnels de ses 3 établissements, l'université de Lille a signé une convention de coopération avec huit grandes écoles publiques de la région⁸ autour d'un socle de compétences partagées.

Des événements « université de Lille » communs aux trois établissements se multiplient depuis 2014, le plus souvent en généralisant à tous une réussite passée de l'un d'eux. Ainsi, chaque année, au mois de septembre, une conférence publique d'un scientifique de renom international, organisée au théâtre Sébastopol au cœur de la ville de Lille, inaugure la rentrée universitaire. Les Journées d'immersion vie étudiante sont depuis 2015 un événement commun organisé sur chacun des campus en septembre. L'université de Lille s'est aussi engagée comme partenaire dans le programme culturel Renaissance-Lille 3000 en 2015-2016. Des événements culturels et sportifs visent à accélérer l'appropriation de cette nouvelle identité par la communauté étudiante.

Surtout dans le cadre du dialogue contractuel avec l'État partant sur le nouveau plan quadriennal État/université entamé en janvier 2015, la volonté de fusionner a été réaffirmée auprès du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Celui-ci l'a particulièrement bien accueilli en acceptant le principe d'une seule négociation et d'un projet d'établissement commun aux trois universités.

Toutefois, le catalyseur de la dynamique de fusion de l'université de Lille fut sans aucun doute la préparation d'une candidature lilloise au PIA-2, portée par l'ambition de décrocher un IDEX, avec à la clef l'assurance de percevoir de l'État 15 millions d'euros par an au cours des dix prochaines années. Tout au long de l'année 2014, des groupes communs aux trois universités ont travaillé à construire un solide dossier de candidature dans lequel ont été mis en évidence des pôles de recherche transdisciplinaires d'excellence, qu'il s'agisse des 7 équipements d'excellence – les *Equipex* – ou des laboratoires d'excellences – ou *Labex*.

Les 5 «labex» ou laboratoires d'excellence reconnus par le PIA:

- EGID: European Genomic Institute for Diabetes (recherche sur le diabète)
- CaPPA: Physique et chimie de l'environnement atmosphérique
- CEMPI: Centre européen pour les mathématiques, la physique et leurs interactions.
- DISTALZ: Développement de stratégies innovantes pour une approche transdisciplinaire de la maladie d'Alzheimer
- ParaFrap: Alliance française contre les maladies parasitaires

Les 7 équipex ou équipements d'excellence reconnus et financés par le PIA:

- ImaginEx BioMed: Plateau de microscopie de criblage à haut débit et d'analyse à très haute résolution
- ExCELSIOR: Centre expérimental pour l'étude des propriétés des nanodispositifs dans un large spectre du DC au moyen infra-rouge.
- IrDIVE: Recherche et innovation dans les environnements visuels numériques et interactifs
- LEAF: Plateforme de traitement laser pour l'électronique flexible multifonctionnelle
- REALCAT: Plateforme intégrée appliquée au criblage haut débit de catalyseurs pour les bioraffineries
- LIGAN PM: Plateforme lilloise de séquençage du génome de nouvelle génération
- FLUX: Fibres optiques pour les hauts flux

La préparation de la candidature de l'université de Lille à l'IDEX a permis à son association avec les organismes de recherche du CNRS, de l'INSERM et de l'INRIA et les grandes écoles de la métropole de se renforcer, et a recueilli le soutien des personnalités politiques régionales et locales au-delà de leurs clivages partisans. De l'aveu d'un proche du dossier cité par *La Voix du Nord*, « On a enterré les guerres de chapelle entre universités, il y a eu une véritable révolution culturelle par rapport aux deux fois précédentes où nous avons candidaté⁹ ».

Lorsque le dossier déposé en janvier 2015 passa avec succès la barre des présélections le 24 avril 2015, avec ceux de l'université de Grenoble (alors en cours de fusion avancée) et l'université de Nice, grands furent les espoirs. Au regard de l'échec rencontré en 2012, que de chemin parcouru!

Épilogue

Le 22 janvier 2016, le Premier ministre Manuel Valls rend public les résultats du concours de l'IDEX: parmi les trois présélectionnées, seules l'université fusionnée Grenoble-Alpes et celle de Nice sont lauréates. La déception lilloise est aussi amère qu'immense et dépasse largement le milieu universitaire¹⁰.

Pour autant, tous les espoirs de décrocher un IDEX ne sont pas perdus : d'abord parce que le projet suscite un « véritable effort de collégialité entre enseignants, élus et monde économique », selon le professeur Philippe Froguel, spécialiste mondial du diabète et l'un des cinq experts porteurs du projet IDEX de l'université de Lille¹, ensuite parce qu'une nouvelle vague de sélection à l'IDEX 2 sera ouverte le 1^{er} mars 2016 à laquelle pourra à nouveau postuler l'Université de Lille.

Enfin, la dynamique de création de l'université de Lille est bel et bien lancée, et IDEX remporté ou pas, elle se fera, puisque comme l'affirme le document de présentation du projet en 2014 : « le projet université de Lille a préexisté à l'IDEX et, quel que soit le résultat de cet appel à projet, cette université sera réalisée¹² ». ■



1 Ces chiffres sont ceux de 2015.

2 <http://www.shanghairanking.com/fr/ARWU2010.html>

3 Louis Trénard, *De Douai à Lille. Une université et son histoire*. Lille, 1978

4 Fabienne Blaise, Philippe Rollet, Xavier Vandendriessche (dir.), *Le Projet université de Lille*. Septembre 2014. Brochure publique.

5 CNRS: Centre national de la recherche scientifique; INRIA = Institut national de recherche en informatique et en automatique; INSERM: Institut national de la santé et de la recherche médicale.

6 Université de Lille. *Gouvernance et axes stratégiques*. Février 2015. Brochure publique.

7 Université de Lille. *Compte-rendu du comité stratégique du 02.10.2015*.

8 il s'agit de l'École des Mines de Douai, l'École centrale de Lille, École nationale supérieure de chimie de Lille, École nationale supérieure des arts et industries textiles de Roubaix, Télécom Lille, École supérieure de journalisme de Lille, École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille, l'Institut d'études politiques de Lille.

9 <http://www.lavoixdunord.fr/region/le-jackpot-de-l-idex-echappe-encore-une-fois-au-nord-iaobon3289746>

10 Le 25 janvier, La Voix du Nord consacre sa pleine page de une à « Le jackpot de l'IDEX échappe encore une fois au Nord – Pas-de-Calais: et maintenant?

11 <http://www.lavoixdunord.fr/region/le-jackpot-de-l-idex-echappe-encore-une-fois-au-nord-iaobon3289746>

12 Fabienne Blaise, Philippe Rollet, Xavier Vandendriessche (dir.), *Le Projet université de Lille*. Septembre 2014. Brochure publique.

De Universiteit van Rijsel aan de horizon van 2018

Laurent Brassart

In januari 2018 zal het universitaire landschap van de nieuwe regio Hauts-de-France. Nord-Pas-de-Calais/Picardië een fundamentele verandering ondergaan: de Universiteit van Rijsel is dan officieel een feit. Dat dit evenement een enorme betekenis zal hebben, behoeft geen twijfel: er wordt een grote, Franse, en tevens internationaal georiënteerde universiteit opgericht, met meer dan 64.000 studenten, 3.500 docenten en onderzoekers en 2.700 niet-onderwijzend personeel. En dat in een regio die tot op heden vooral door een universitaire versnippering wordt gekenmerkt. De regio Nord-Pas-de-Calais heeft momenteel immers niet minder dan zeven universiteiten; waarvan één privé – de katholieke universiteit van Rijsel – en zes openbare, waarvan drie in Rijsel, de universiteit van Valenciennes en Hainaut-Cambrésis opgericht in 1970 (Valenciennes-Cambrai), en de twee universiteiten die in 1991 met het nationale programma “Universiteit 2000” in het leven zijn geroepen; de universiteit van de Opaalkust (Duinkerke, Calais en Boulogne), en de universiteit van Artesië (Arras, Douai).

De opschudding die de totstandkoming van de Universiteit van Rijsel met zich meebrengt, is absoluut niet onverwacht, maar volkomen voorspelbaar. Het plan om de universiteiten van de noordelijke hoofdstad te laten fuseren, werd al sinds geruime tijd in de Rijselse politieke en universitaire microkosmos besproken. Met de verkiezing van een associatieovereenkomst en het tot stand brengen van een fusieproces door de bestuursraden van de drie universiteiten van Lille 1 (wetenschap en techniek), Lille 2 (rechten en gezondheidszorg) en Lille 3 (taal, kunsten en geesteswetenschappen) in 2014, heeft dit project een vitale impuls gekregen. Na jaren van aarzelen en veelvuldige weerstand was de fusiedynamiek dan eindelijk in gang gezet. Maar hoe zou de Universiteit van Rijsel eruit moeten gaan zien? Gebaseerd op welk model, volgens welke richtlijnen? En met welk doel?

De moeizame totstandkoming van een ambitieus project

Het fusieproject is niet nieuw. Het heeft zich de afgelopen tien jaar als een zeeslang door de nationale en Rijselse universitaire oceaan gekronkeld. Maar keer op keer liepen de onderhandelingen tijdens de verschillende universitaire verkiezingen vast. Daarbij werden wel enkele tendensen zichtbaar: bepaalde personeelsleden van de rijkste universiteiten – met name Lille 1 (Wetenschap en Techniek) die jaarlijks meerdere octrooien aanvraagt, of Lille 2 (Rechten en Medicijnen) – vreesden dat ze aan dynamisme zouden moeten inleveren, wanneer ze zich aan het veel armere Lille 3, de universiteit van taal, kunsten en geesteswetenschappen, zouden verbinden. Een deel van de universitaire gemeenschap van Lille 3 gaf daarentegen ook van een zekere terughoudendheid blijk: de literaire en artistieke disciplines zouden ongetwijfeld een ondergeschikte plaats krijgen in een grote Rijselse universiteit waarin de meer exacte vakken domineerden.

Dankzij een overheidsinitiatief komt het project uiteindelijk uit deze impasse. In 2009 zet de Franse regering onder leiding van de eerste minister François Fillon (tijdens het presidentschap van Nicolas Sarkozy) een groot investeringsprogramma voor de toekomst in gang (beter bekend als “PIA” – investeringsplan voor de toekomst). Een bedrag van 35 miljard euro wordt uitgetrokken om de economische infrastructuur in Frankrijk te moderniseren. De benoeming in 2012 van François Hollande als president wijzigt dit programma geenszins, en het kabinet Jean-Marc Ayrault (de toenmalige eerste minister) versterkt het zelfs door er 12 miljard euro aan toe te voegen. In 2010 wordt binnen dit investeringsplan de “IDEX-regeling” (de zogenaamde excellentie-initiatieven) gecreëerd, waarbij 7,7 miljard euro beschikbaar wordt gesteld om uit de 76 Franse universiteiten een vijftiental pluridisciplinaire centra voor hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek, van mondiaal niveau, te creëren. De mondialisering heeft het hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek onmiskenbaar in een marktmechanisme doen belanden, waarin de universiteiten, de onderzoekers en hoge scholen min of meer concurrenten zijn geworden, en zelfs via een internationale ranking worden geëvalueerd.

De bekendste, hoewel niet de enige, waarvan het klassement overigens net zo controversieel is als alle anderen, wordt sinds 2003 jaarlijks door de universiteit Jia Tong van Shanghai opgesteld. In 2010 nam Frankrijk daarin slechts de zesde plaats als universitaire grootmacht in. Nog alarmerender was dat slechts drie Franse universitaire instellingen deel uitmaakten van de 100 beste universiteiten wereldwijd. Geen enkele van de zeven universiteiten in de (toenmalige) regio Nord-Pas-De-Calais kwam in dit klassement voor. De excellentie-initiatieven hadden daarom als doel om op korte termijn een vijftiental universitaire centra op te richten, die tot de wereldtop gerekend zouden kunnen worden. Om dit te kunnen realiseren, werden buitengewone financiële middelen ter beschikking gesteld, met als enige conditie een ambitieus en interdisciplinair

scholings- en onderzoeksproject. Het principe van de excellentie-initiatieven had een aanmoedigend effect op het samenvoegen van universitaire en onderzoeksinstellingen. De gangbare politiek van territoriale gelijkheid onder de nationale universitaire instellingen, waarbij de overheidssubsidie afhing van het aantal ingeschreven studenten, was daarmee van de baan. Met de lancering van het eerste excellentie-initiatief in januari 2011 werd er zelfs een soort concours onder de universitaire instellingen georganiseerd, waarbij 17 universiteiten met een fusieproject elkaar beconcurrerden. In januari 2012 waren er uiteindelijk acht winnende instellingen over. De regio Nord-Pas-de-Calais was daarbij niet vertegenwoordigd. De oorzaak van deze Rijselse mislukking lag in het onvermogen van de drie universiteiten om tot een ambitieus, gemeenschappelijk project te komen. Onder de winnaars bevonden zich meerdere universiteiten die in een fusie- of verenigingsproject waren verwickeld, of dit al tot stand hadden gebracht, zoals in Aix-Marseille, Toulouse en Straatsburg.

Het lijkt erop dat de drie Rijselse universiteiten uit deze mislukking lering hebben getrokken, want bij de universiteitsverkiezingen in het voorjaar van 2012 werden vertegenwoordigers gekozen die de totstandkoming van de Universiteit van Rijsel wel degelijk ambiëerden, om zo eindelijk ook de befaamde IDEX en de daaraan verbonden subsidie te verkrijgen.

In 2013 werd door het kabinet Ayrault een tweede concours gelanceerd – PIA2 – teneinde zeven nieuwe excellentie-initiatieven aan de Franse universitaire gemeenschap toe te voegen. De eerste mislukking, die een direct resultaat was van de verdeeldheid onder de Rijselse universiteiten, was dus geenszins definitief, en zeker niet onoverkomelijk. Het was daarentegen juist een drijvende kracht in het fusieproject van de Universiteit van Rijsel.

Hoe moet de universiteit van Rijsel eruit gaan zien?

Men zou kunnen denken dat de totstandkoming van de Universiteit van Rijsel een primeur is, maar deze heeft al een voorganger gehad, te weten in de jaren van 1896 tot 1968. De eerste universiteit die in de regio Nord-Pas-de-Calais werd opgericht was de universiteit van Douai in 1562, in de toenmalige Spaanse Nederlanden. Op 15 september 1793 werd de universiteit op bevel van de nationale conventie gesloten, waarmee er niet alleen een einde kwam aan de monopoliepositie die Douai in de noordelijke universitaire regio's innam, maar waarbij ook iedere universitaire activiteit in het noorden verdween. Pas in 1854, tijdens het tweede Franse keizerrijk, wordt door Napoléon III opnieuw een universiteit in het noorden gesticht, die in twee delen is opgesplitst: de faculteit der letteren en rechten in Douai, en de faculteit van wetenschap en medicijnen in de industriestad Rijsel.

Deze dualiteit werd in oktober 1887 door de republikeinse regering opgeheven; door de faculteiten van Douai (letteren en rechten) aan de universiteit van Rijsel toe te voegen, probeerde de regering de opening van de katholieke

universiteit van Rijsel te belemmeren. Op 10 juli 1896 werd de Universiteit van Rijsel officieel opgericht. Deze nieuwe universiteit kent een snelle en constante groei, in 1967 zijn er 17000 studenten ingeschreven! Na de studentenopstanden van mei 1968 wordt de wet van 12 november 1968 op de universiteiten van kracht. De versnippering van de vooraanstaande universiteiten was daarmee een feit, en de drie huidige Rijselse universiteiten werden opgericht.

Wordt de Universiteit van Rijsel die in 2018 het licht zal gaan zien slechts een vernieuwing van zijn voorganger? Dat is in ieder geval niet de wens van de initiatiefnemers, de voorzitters van de drie universiteiten, te weten Xavier Vandendriessche (Lille¹), Philippe Rollet (Lille 2) en Fabienne Blaise (Lille 3), noch van de bestuursraad van de betreffende instellingen. Hoewel het idee van één grote universiteit van Rijsel inmiddels algemene consensus heeft verkregen, zijn er momenteel twee aan elkaar tegengestelde structureringsmodellen denkbaar. Het eerste model stelt een eenvoudig samenvoegen van de drie universiteiten voor, die door bepaalde vakbondsorganisaties vertegenwoordigd zullen worden, waarvan de CGT (de algemene arbeidsconfederatie) niet de minste is. Daarbij behouden de drie instellingen hun eigen soevereiniteit en specifiek karakter, en de grote politieke en economische richtlijnen worden door een overkoepelend orgaan gecoördineerd. Daartegenover staat het model dat een fusie van de drie huidige instellingen tot één structuur voorstelt. Dit voorstel heeft tijdens de universitaire bestuursraadverkiezingen die in het eerste trimester van 2014 zijn gehouden, de meerderheid van de leden overtuigd, met als resultaat het creëren van een associatieovereenkomst om de fusie voor te bereiden. Hoewel deze overeenkomst de universiteiten de mogelijkheid biedt om zich na een opzegtermijn van enkele maanden uit het project te kunnen terugtrekken, is dit verdrag er toch vooral op gericht om een samenwerkingsovereenkomst tussen de drie instellingen te ontwikkelen, waarin hun kennis en vakbekwaamheid worden samengevoegd, en dat het personeel en de studenten verenigt.

De associatieovereenkomst van 2014 is vooral van belang wat de organisatie van het fusieproces betreft, door het instellen van bestuursorganen, en een werkschema dat als volgt gedefinieerd is:

- Het bestuur, bestaande uit de drie voorzitters. Het bestuur heeft de politieke leiding over het fusieproject en doet strategische bemiddelingen. Het bereidt de aanbevelingsprojecten voor de raad van bestuur van de drie universiteiten voor, nadat deze door het strategisch comité zijn beoordeeld.
- Het operationeel comité bestaande uit de drie vicepresidenten en de drie algemene directeurs van de diensten. De bestuurscommissie is enerzijds verantwoordelijk voor het uitvoeren van de door het bestuur gekozen richtlijnen, en anderzijds het samenvatten van de werkzaamheden van de technische en politieke denkgroepen die vervolgens aan het bestuur worden voorgelegd.

- De basis van de institutionele structuur: de werk- en denkgroepen zijn onderverdeeld in politieke en technische groepen. De 15 politieke groepen worden door de vicepresidenten van de universiteiten geleid. Ze bestaan uit de directeurs van de betreffende diensten, uit onderwijzend, technisch en administratief personeel en uit studenten. Ze stellen de toekomstige politieke richtlijnen van de Universiteit van Rijsel samen, evenals de werkwijzen voor hun uitvoering, op zeer uiteenlopende gebieden zoals cultuurbeleid, documentatie politiek, onderzoekbeleid, beroepsopleidingbeleid, internationale betrekkingen enz.
- De 22 technische groepen bestaan uitsluitend uit afdelingshoofden, personeelsleden en gebruikers. Zij hebben een soortgelijke taak, die echter alleen op de universitaire diensten van toepassing is (sociale diensten, inschrijvingen, financiën en boekhouding enz.).

Aan de top van deze structuur staan het strategisch comité en de raad van bestuur van de drie universiteiten:

- Het strategisch comité, bestaande uit 30 uit de universiteitsraden gekozen leden, de drie algemene directeurs van de diensten, verschillende vicepresidenten, 6 externe persoonlijkheden (waaronder vertegenwoordigers van de Europese Metropool Rijsel en de regionale raad), 8 directeurs van gelieerde hoge scholen, en 3 vertegenwoordigers van de onderzoeksinstellingen CNRS (nationaal centrum voor wetenschappelijk onderzoek) L'INRA (nationale instituut voor onderzoek en research in de landbouw) en L'INSERM (nationale instituut voor gezondheid en medisch onderzoek). Deze commissie houdt zich voornamelijk bezig met debatteren en adviseren. De leden komen een keer per trimester bij elkaar, ze begeleiden en adviseren de universiteiten in hun fusieproject. Ze geven ook hun voorkeuren en aanbevelingen te kennen.
- De bestuursraden van de drie universiteiten; deze zijn elk afzonderlijk samengesteld uit 29 leden die de diversiteit van de universitaire gemeenschap vertegenwoordigen. Iedere bestuursraad bepaalt de politieke koers van haar eigen instelling. Daarnaast brengen ze ook hun stem uit op de projecten die door het bestuur van de Universiteit van Rijsel worden ontwikkeld.

Er kan worden geconstateerd dat deze structuur de volledige universitaire gemeenschap betreffende de totstandkoming van de verschillende projecten probeert te verenigen, en zo actief deel te nemen aan de constructie van de Universiteit van Rijsel. Toch is deze structuur maar tijdelijk. Vanaf januari 2018 zal de Universiteit van Rijsel namelijk worden bestuurd volgens de gebruikelijke universitaire statuten, te weten: een voorzitter die door de bestuursraad gekozen wordt, een bestuursraad bestaande uit onderwijzend en niet-onderwijzend

personeel, studenten en externe persoonlijkheden, en verschillende universiteitsraden. Het bestuursorgaan dat de drie universiteiten momenteel ieder afzonderlijk ter beschikking hebben, zal dan voor een structuur – de Universiteit van Rijsel – dienst gaan doen.

Deze nieuwe, toekomstige configuratie wordt door de personeelsleden van de universiteiten niet geheel zonder bezorgdheid tegemoet gezien. Er doen zich daarbij verschillende bedenkingen voor. Is het fusieproject niet enkel een manier om de diensten te herstructureren, teneinde schaalvoordelen te genereren, ten koste van het personeel en de kwaliteit van de diensten? Kunnen de verschillende onderdelen van iedere discipline nog worden vertegenwoordigd in één enkele raad, zoals ze momenteel in de raad van iedere universiteit aanwezig zijn? Brengt de fusie niet het risico met zich mee dat er een kloof ontstaat tussen de universitaire basis – de studenten en de docenten- en deze centrale leiding? Zal het technisch en administratief personeel genoodzaakt worden zich voortdurend van de ene universitaire locatie naar de andere te verplaatsen, met een verslechtering van de werkomstandigheden als gevolg?

Naar aanleiding van deze bedenkingen heeft het strategisch comité al enkele voorstellen gedaan, en het bestuur heeft in oktober 2015 de grondbeginselen en haar beloftes bekend gemaakt. Hoewel het feit dat bepaalde centrale diensten onder een hoofdadministratie zullen worden ondergebracht niet wordt betwist, wordt het risico van een breuk met de dagelijkse praktijk niet onderschat. Daarom zullen bij de verschillende locaties, of onderdelen daarvan (zoals de faculteiten of opleidingsonderdelen) diensten worden ondergebracht volgens een decentralisatieprincipe. De wens om een centrale dienst met een algemene bevoegdheid bij de locaties onder te brengen, moet een allesoverheersende machtspositie van het bestuur vermijden, en tegelijkertijd het delokaliseringprincipe bevorderen. Wat de nieuwe geografische structuur betreft streeft het bestuur ernaar dat het personeel hier geen hinder van zal ondervinden.

Er wordt benadrukt dat de Universiteit op twee pijlers zal berusten: de verschillende onderdelen en de onderzoekseenheden (dat wil zeggen de laboratoria), teneinde sterke banden tussen onderwijs en onderzoek te ontwikkelen. Het nabijheidsbeginsel ten opzichte van de studenten zal van cruciaal belang zijn. En ten slotte, de beschuldiging, dat achter de fusie van de drie universiteiten hoofdzakelijk een bezuinigingsplan schuilgaat, kan simpel worden weerlegd door erop te wijzen dat een van de drijfveren van dit project het verkrijgen van een IDEX, en de daaraan verbonden miljoenen euro's, is.

Met betrekking tot de moeilijke punten, zoals de herstructurering van de diensten (de overgang van drie diensten naar één gemeenschappelijke dienst), of de nieuwe indeling van de componenten – waarvan er momenteel niet minder dan 32 bestaan – zijn de gedachtewisselingen nog in volle gang, onder andere door middel van politieke en technische werkgroepen.

De huidige concrete resultaten?

Sinds de associatieovereenkomst van 2014 is er op zeer uiteenlopende domeinen concrete vooruitgang geboekt, waarbij de functionaliteit van de tijdelijke structuren een behulpzame factor is geweest. In september 2014 is er een gemeenschappelijke grafische vormgeving gekozen, voorzien van een logo en bijpassende kleuren.

In 2015 hebben de drie universiteiten afstand gedaan van de benamingen Lille 1, Lille 2 en Lille 3, ten gunste van de nieuwe naam Université de Lille – wetenschap en techniek, Université de Lille – Rechten en medicijnen, Université de Lille – maatschappij- en geesteswetenschappen.

Tevens zijn een doctoraatsniveau en een gemeenschappelijke ondertekening ingevoerd.

Naast de communicatie en de inspanningen om een universitaire cultuur te ontwikkelen waarin de personeelsleden van de drie universiteiten hun plek vinden, heeft de Universiteit van Rijsel een samenwerkingsovereenkomst getekend met acht publieke hogescholen in de regio, gebaseerd op een gemeenschappelijk scholingsniveau.

Sinds september wisselen veelvuldige, door de drie instellingen georganiseerde evenementen onder de noemer “Université de Lille” elkaar af. Daarbij worden over het algemeen de successen die door een van de drie instellingen zijn geboekt, onder de gemeenschappelijke noemer vermeld. Zo wordt bijvoorbeeld ieder jaar in september in het Sébastopoltheater in het centrum van Rijsel, een openbare lezing door een vooraanstaande internationale wetenschapper gegeven, die het universitaire jaar inluidt. De entreedagen die jaarlijks in september onder de noemer “Studentenleven” plaatsvinden, worden sinds 2015 door de drie instellingen gezamenlijk op de verschillende campussen georganiseerd. Daarnaast heeft de universiteit van Rijsel zich voor 2015 en 2016 als partner verbonden aan het culturele programma Renaissance-Lille3000.

Sportieve en culturele evenementen moeten ertoe bijdragen dat de studentengemeenschap zich deze nieuwe identiteit sneller eigen maakt.

In het kader van de contractuele dialoog met de overheid, betreffende het nieuwe vierjarenplan “Overheid-Universiteit” dat in januari 2015 van start is gegaan, is de fusiewens opnieuw bij het ministerie van hoger onderwijs en wetenschap bevestigd. Deze heeft bijzonder positief op de aanvraag gereageerd, onder andere door het principe van een enkele onderhandeling te accepteren, evenals het project van een gemeenschappelijke instelling voor de drie universiteiten.

Evenwel, de voornaamste drijfveer achter deze fusiedynamiek was zonder twijfel de voorbereiding van de Rijksse kandidatuur voor de PIA-2, gemotiveerd door de ambitie om een IDEX te verkrijgen, en de daaraan verbonden garantie van een jaarlijkse subsidie van 15 miljoen euro voor een periode van tien jaar.

Gedurende het hele jaar 2014, hebben gemeenschappelijke groepen van de drie universiteiten gewerkt aan het opstellen van een gedegen aanmeldingsdossier, waarin trans-disciplinaire excellentie-onderzoekssectoren naar voren zijn gebracht, betreffende de excellentieapparatuur – de Equipex – en de vijf toplaboratoria – de Labex.

De 5 “Labex” of toplaboratoria die door de PIA worden erkend:

- EGID: European Genomic Institute for Diabetes (diabetesonderzoek).
- CaPPA: Natuur- en scheikunde van het atmosferisch milieu.
- CEMPI: Europees centrum voor wiskunde, scheikunde en de wisselwerkingen daartussen.
- DISTALZ: Ontwikkeling van innovatieve strategieën voor een transdisciplinaire aanpak van de ziekte van Alzheimer.
- ParaFrap: Frans bondgenootschap tegen parasitaire ziekten.

De 7 “Equipex” of excellentieapparatuur die door de PIA wordt ondersteund en gefinancierd:

- ImaginEx BioMed: High-throughput screeningplatform waarmee tegelijkertijd een groot aantal testen snel kan worden uitgevoerd (high throughput screening).
- ExCELSiOR: Experimenteel centrum voor onderzoek naar de eigenschappen van nanomaterialen doormiddel van infraroodstraling, gericht op een breed spectrum.
- IrDIVE: Onderzoek en innovatie in digitale en interactieve visuele omgevingen.
- LEAF: Platform voor laserbehandelingen toegepast op multifunctionele flexibele electronica.
- REALCAT: Geïntegreerd platform, gebruikt bij high throughput screening van katalysatoren in bioraffinaderijen.
- LIGAN PM: Rijfels platform voor nieuwe generatie sequencing van menselijke genomen.
- FLUX: Hoge frequentie lichtoverdracht in glasvezelkabels.

Dankzij de voorbereiding van de kandidatuur van de Universiteit van Rijsel voor de IDEX, is haar band met de onderzoeksinstellingen van het CNRS, L’INSERM, de INRA en de hogescholen van de metropool versterkt, en heeft de universiteit tevens de steun van lokale politieke persoonlijkheden gekregen, ongeacht de bestaande politieke tegenstellingen. Een direct betrokkene bij de zaak verklaarde in La Voix du Nord, “we hebben de muggenzifterij tussen de universiteiten achter ons gelaten. Er heeft zich een echte culturele revolutie voorgedaan, in vergelijking met de twee voorgaande keren dat wij ons kandidaat hebben gesteld”.

Toen het in januari 2015 ingediende dossier succesvol door de voorselectie van 24 april kwam, samen met de Universiteit van Grenoble (destijds al in een gevorderd fusiestadium) en de Universiteit van Nice, waren de verwachtingen hooggespannen. Ten opzichte van de mislukking uit 2012 was er een aanzienlijke voortuitgang geboekt!

Nawoord

Op 22 januari 2016 werden de resultaten van het IDEX-concours door de eerste minister Manuel Valls publiekelijk bekend gemaakt: van de drie voorge-selecteerde kandidaten zijn alleen de gefuseerde universiteit Grenoble-Alpen en de universiteit van Nice laureaat. De teleurstelling in Rijsel is even bitter als groot, en blijft niet beperkt tot de universitaire gemeenschap. Toch is de hoop op het verkrijgen van een IDEX niet compleet verloren: enerzijds omdat het project een “daadwerkelijke streven naar collegialiteit tussen de docenten, de vertegenwoordigers en de economische actoren vereist” aldus professor Philippe Froguel, internationaal specialist suikerziekte, en tevens behorend tot een van de vijf initiatiefnemers van het IDEX-project. Anderzijds is er sinds 1 maart 2016 een nieuwe selectiecampaagne geopend, waar de universiteit van Rijsel zich opnieuw voor kan inschrijven.

Concluderend kan worden gesteld dat het proces van de totstandkoming van de universiteit van Rijsel in volle gang is, en zelfs als de IDEX niet zal worden verkregen, zal het fusieplan gerealiseerd worden. Want zoals in het projectgoed-keuringsdocument van 2014 vermeld staat: “het fusieproject van de Universiteit van Rijsel bestond al voordat de IDEX werd ingesteld. Ongeacht de uitslag van de selectiecampaagne gaat deze universiteit er komen”. ■

(Uit het Frans vertaald door Viola Eshuis)

TE VERTALEN

- 1 Ces chiffres sont ceux de 2015.
- 2 <http://www.shanghairanking.com/fr/ARWU2010.html>
- 3 Louis Trénard, *De Douai à Lille. Une université et son histoire*. Lille, 1978
- 4 Fabienne Blaise, Philippe Rollet, Xavier Vandendriessche (dir.), *Le Projet université de Lille*. Septembre 2014. Brochure publique.
- 5 CNRS: Centre national de la recherche scientifique; INRIA = Institut national de recherche en informatique et en automatisme; INSERM: Institut national de la santé et de la recherche médicale.
- 6 Université de Lille. *Gouvernance et axes stratégiques*. Février 2015. Brochure publique.
- 7 Université de Lille. *Compte-rendu du comité stratégique du 02.10.2015*.
- 8 il s'agit de l'École des Mines de Douai, l'École centrale de Lille, École nationale supérieure de chimie de Lille, École nationale supérieure des arts et industries textiles de Roubaix, Télécom Lille, École supérieure de journalisme de Lille, École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille, l'Institut d'études politiques de Lille.
- 9 <http://www.lavoixdunord.fr/region/le-jackpot-de-l-idex-echappe-encore-une-fois-au-nord-iaobon3289746>
- 10 Le 25 janvier, La Voix du Nord consacre sa pleine page de une à « Le jackpot de l'IDEX échappe encore une fois au Nord – Pas-de-Calais: et maintenant?
- 11 <http://www.lavoixdunord.fr/region/le-jackpot-de-l-idex-echappe-encore-une-fois-au-nord-iaobon3289746>
- 12 Fabienne Blaise, Philippe Rollet, Xavier Vandendriessche (dir.), *Le Projet université de Lille*. Septembre 2014. Brochure publique.